

Royale. Je m'en vais avec Sartre qui habite, je viens de l'apprendre, dans mon quartier. Nous traversons la place de la Concorde, puis, après un regard un peu ironique sur le Palais-Bourbon où l'on débat les crédits militaires, c'est-à-dire « de la date à laquelle la France sera battue », Sartre parle de lui-même avec une simplicité qui me touche. Il n'est ni peiné ni surpris de son échec. Il est fort probable que ses livres ne seront jamais couronnés par des jurys littéraires. Ceux qui détiennent le pouvoir de la critique, dans notre société sclérosée, ne sauraient s'accommoder d'ouvrages qui heurtent leurs préjugés les plus profondément enracinés. S'il a accepté, cependant, de poser aujourd'hui sa candidature, c'est parce qu'une expérience, heureuse ou malheureuse soit-elle, est toujours enrichissante, alors qu'une pensée obstinément solitaire risque de demeurer stérile...

Nous nous sommes quittés sur la place Saint-Germain-des-Prés. Tout le jour, ensuite, j'ai songé à lui. Il me semble qu'on peut lui prédire un destin exceptionnel. Il est de ceux qui gagnent à voir, au départ, les portes se fermer devant eux. Ils auront, plus tard, le plaisir de les enfoncer.

XVI

PRELUDES A LA CATASTROPHE

20 juin 1939 : L'été est venu, précoce. Comme il fait déjà très chaud, même pour Mandel qui aime tant les atmosphères confinées, il arrive que nos entretiens presque quotidiens aient lieu dans le jardin du ministère. Il appelle cela « faire de l'exercice ». Hier, avant de rentrer, nous sommes descendus dans l'abri où nous pourrions chercher un refuge, en cas d'alerte. Il m'a paru assez bien agencé, vaste et protégé par une épaisse carapace de béton, recouverte d'une couche de terre gazonnée et également bien pourvu de vivres et de produits pharmaceutiques. Quant à la lumière, elle serait fournie par un générateur électrique indépendant, mû par une sorte de bicyclette que Mandel appelle un « vélocipède ». Il n'a pu, bien entendu se résoudre à l'enfourcher, mais il m'a conseillé de le faire et j'ai pédalé consciencieusement pendant quelques minutes :

— Voici une machine qui ne fonctionne pas trop mal, a déclaré Mandel ; ce n'est pas comme notre ministère de l'Air : on y fabrique des avions (sic) armés d'une mitrailleuse dont il serait impossible de se servir, car les balles frapperaient d'abord l'hélice de l'appareil. Ces messieurs s'en soucient peu ; ils croient en Dieu, mais ils ne croient pas à la guerre.

Quant à l'abri, il a ajouté :

— Je n'y descendrai jamais.

20 août : André Diethelm est depuis quelque temps directeur du cabinet. Mais ce n'est guère qu'un titre de principe. Mandel a voulu avoir sous la main un conseiller financier qui pût chiffrer le coût des armées qu'il se flatte de mettre sur pied. D'origine, Diethelm est en effet inspecteur des finances. Son abord est plutôt froid ; ses yeux de myope ne révèlent rien de ses pensées intimes ; sa bouche serrée semble destinée à retenir les paroles plutôt qu'à les prononcer. Mais si l'on parvient à capter sa confiance il se révèle le compagnon le plus agréable. Homme cultivé, sans doute, mais qui a assez bien digéré sa culture pour ne pas en être accablé.

Il s'imposerait beaucoup plus, il est vrai, s'il ne doutait pas tant de lui-même. Une timidité d'adolescent le paralyse, en particulier en présence de Mandel ⁽¹⁾. Ses attitudes embarrassées — il ne sait où mettre ses mains — le desservent auprès du ministre qui admet parfaitement une certaine désinvolture. Ces faiblesses dont il est conscient, j'ai été touché qu'il ait pris le parti de les avouer devant moi si simplement. Entre nous, maintenant, la glace est rompue. Nous nous comprenons même à demi mot. Nous pouvons rester longtemps ensemble sans parler ; cela ne nous empêche pas de poursuivre nos pensées, en sachant qu'elles coïncident presque toujours.

A l'heure du déjeuner qui peut se prolonger d'autant plus que l'absence de Mandel nous accorde des loisirs, nous avons pris l'habitude d'aller à pied jusqu'au restaurant du Rond-Point des Champs-Élysées. C'est là que nous nous faisons part réciproquement de nos informations et de nos prévisions. Diethelm est plus pessimiste que moi. Dans l'immédiat je crois, certes, que la menace qui pèse sur nous est très sérieuse. Mais si nous survivons au premier choc, nous verrons infailliblement la ruine de nos ennemis. L'échec de la monstrueuse entreprise hitlérienne est inscrite déjà dans l'histoire, et sans doute, durera-t-elle moins longtemps que la tentative de percée de Napoléon.

27 août : La guerre se rapproche à la vitesse d'un train express. Chacun le sent et réagit à sa manière. Certains, en proie à une terreur panique la refusent dans tous les cas ; d'autres l'accep-

(1) Quand André Diethelm a été, à la Libération, le ministre de la Guerre du général de Gaulle, puis leader du P.P.F., je me suis demandé comment il pourrait vaincre cette timidité et parler en public.

tent avec lucidité, après un raisonnement qui la leur fait croire inévitable et parce qu'elle est, peut-être aujourd'hui le moindre mal, une paix subie, imposée, étant le pire.

Parmi les premiers qui sont prêts à tout pour l'éviter, on trouve des hommes tels qu'Alain et Giono. Dans la foulée de Déat dont l'article « Mourir pour Dantzig » a eu un retentissement fâcheux, ils ont signé un manifeste dont la plupart n'ont pas su mesurer les termes. Alain n'a pas été long, il est vrai, à s'en repentir : « J'ai signé, ayant vu le mot de paix, a-t-il dit, et négligé de lire le reste. »

Giono qui a lu le reste, n'a pas voulu se donner un trop brusque démenti. Il a couru ainsi le risque d'être arrêté, mais, paradoxalement, c'est Mandel qui s'y est opposé : « C'est un écrivain ; vous ne connaissez pas ces gens-là : quand ils ont exprimé leurs convictions, pour eux tout est dit ; ils n'y pensent plus et sont tout étonnés de voir qu'on les a pris au sérieux. »

A l'intérieur du gouvernement, cependant, le même débat se poursuit. Les deux clans qui y coexistent s'emploient à faire triompher leur point de vue : Accepter la guerre et la déclarer au plus vite, c'est la tendance Mandel ; faire durer la paix jusqu'à l'extrême limite du possible, fût-ce au prix de quelques concessions, c'est celle de Georges Bonnet.

Les deux hommes n'ont jamais eu de très bonnes relations. Leurs caractères s'opposent : l'un est vif, loquace, souvent convaincant ; l'autre est volontairement taciturne ; l'un multiplie les discours ; l'autre, pour convaincre, observe souvent un silence dédaigneux qui désarçonne ses adversaires.

C'est Bonnet qui l'emporte pour l'instant. Diethelm qui le connaît bien, m'explique sa thèse : il sait qu'il est impossible de pactiser avec Hitler, et que, dès lors, la guerre est inévitable ; il voudrait seulement qu'elle ne soit déclarée qu'au moment le plus favorable et qu'on laisse ainsi à l'adversaire le désavantage de l'agression. Mandel, au contraire, estime qu'il faudrait venir au secours de la Pologne, dès qu'elle sera attaquée. Une offensive à outrance sur notre frontière soulagerait les Polonais et gênerait, au moins, la concentration des troupes allemandes. En définitive Bonnet ne considère que le point de vue diplomatique, Mandel que le point de vue militaire.

31 août : C'est en revenant du Rond-Point que nous avons appris, Diethelm et moi, l'invasion de la Pologne. L'huissier s'est précipité vers nous :

— Ça y est ! Les Allemands ont attaqué !

J'ai regardé ma montre, comme pour fixer cet instant. Rien n'était changé en apparence, et pourtant...

Dans la soirée la nouvelle a été confirmée. A en croire les informations venues de Suisse, qui coïncident avec celles de nos services de renseignements, le premier choc a eu lieu au sud de Kalisch. Après l'agression des gardes-frontière par un commando de S.S. qui avait revêtu des uniformes polonais, de longs cortèges de blindés ont commencé à broyer l'armée de Sikorski.

1^{er} septembre : La mobilisation générale a été décrétée. Le conflit entre partisans du « mouvement » et partisans de la « résistance », n'en continue pas moins. L'Etat-Major de l'armée, en la personne du général Colson, voudrait se donner le temps de mobiliser et désirerait que l'ouverture des hostilités fût reportée au 4 septembre. Bonnet est résolu, paraît-il à le soutenir. La difficulté pour lui c'est d'en convaincre le gouvernement anglais qui préférerait que la déclaration de guerre soit signifiée le même jour et à la même heure par le Royaume Uni et par la France. Après avoir téléphoné à Londres, Mandel a vu Daladier pour le persuader de l'erreur de l'Etat-Major et du ministre des Affaires étrangères. Il appuie à fond la démarche de l'ambassadeur polonais, réclamant une assistance « efficace et rapide », telle que le prévoit le traité d'alliance. Il a fait état de l'impression déplorable, produite par nos attermolements :

— Nous cherchons maladroitement à gagner du temps, et nous avons cru pouvoir le faire en demandant à Hitler de retirer ses troupes du territoire polonais, dans un délai de 24 heures, alors que la réponse à cet ultimatum craintif est connue d'avance. Que pensera-t-on à l'étranger d'une telle attitude.

Daladier qui avait son air renfrogné des mauvais jours s'est contenté de hausser les épaules.

3 septembre : Décidément entre les deux gouvernements alliés, les divergences auront persisté jusqu'au bout. Alors que l'Angleterre s'est déclarée en état de guerre à 11 heures, aujourd'hui, la France a attendu 5 heures de l'après-midi pour en faire autant, justifiant ce retard par la nécessité d'attendre la réponse de Ribbentrop à la question posée, la veille.

Mandel bouillait d'impatience, je l'ai compris, mais il affectait cet air de glace, ce visage figé qui traduit l'effort démesuré qu'il s'oblige à faire pour se contenir.

C'est seulement lorsque tout a été accompli qu'il s'est détendu. Je l'ai vu, ce soir, presque enjoué, avec cette lueur de malice qu'il a dans le regard lorsqu'il sent qu'il a gagné une partie. Je commence à croire qu'il préfère les temps de troubles qui permettent à son énergie de se déployer, aux époques de stagnation où il ne se passe rien, où le gouvernement n'est guère qu'une machine à enregistrer les événements.

Il se rend compte, d'ailleurs, qu'il n'a remporté encore que la première manche. La question de l'offensive immédiate est toujours loin d'être tranchée. Il souhaiterait maintenant que les nazis viennent bombarder Paris : sottise initiative qui nous permettrait de répliquer par une offensive brusquée.

— Même si nous subissons, au début, une défaite, nous n'en serons pas pour cela hors de combat. Nous possédons dans notre Empire des positions de repli où nous pourrions nous retirer en cas de nécessité. De toute façon, nous ne serons pas obligés de souscrire une capitulation. La guerre continuera ; nous aurons le temps, comme après 1914, de compléter nos armements et d'élargir le cercle de nos alliances.

— Voilà, a-t-il conclu, l'essentiel c'est que les fers soient mis au feu. Pour nous personnellement, l'avenir est plus incertain ; nous serons peut-être emprisonnés ; nous serons peut-être tués, mais l'ennemi n'en sera pas moins terrassé.

Je suis parti un peu reconforté... Un peu seulement.